

APPEL À PROJETS

Dispositif 501 « Porter un projet LEADER »
PROGRAMME REGIONAL FEADER 2023-2027 AUVERGNE-RHONE-ALPES
GAL AUVERGNE-RHONE-ALPES CANTAL 2023-2027

Fiche-Action n°1 : « Attractivité et renforcement des activités économiques »
AAP 1.1 « Soutien à l'investissement des opérateurs économiques dans les activités de proximité du secteur marchand »
Référence PDA : 501- AURGAL004-FA1- AAP1.1

Date de début de dépôt des projets : 20 décembre 2023

Date limite de dépôt des projets : 31 décembre 2024

Table des matières

1	Description du dispositif	2
2	Porteurs de projets éligibles	3
3	Conditions d'éligibilité	4
4	Dépenses.....	5
	4.1. Dépenses éligibles.....	5
	4.2. Dépenses inéligibles.....	5
	4.3. Plancher et plafond des dépenses	6
5	Les engagements à respecter dans le cadre de cet appel à projets	6
6	Modalités d'attribution de l'aide pour le projet	6
	6.1. Financeurs possibles	6
	6.2. Modalité de calcul de l'aide	7
7	Base réglementaire.....	7
	Annexe 1 - Grille de sélection relative à l'appel à projets n°1.1.....	8
	Annexe 2 - Liste des activités NAF éligibles et non éligibles en zone d'activité.....	9

1 DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Le Cantal connaît aujourd'hui une déprise démographique. Si le solde migratoire est positif, il ne permet pas encore de compenser le solde naturel. Dès lors, il convient de renforcer l'attractivité de l'ensemble du Cantal en s'appuyant sur les activités économiques de proximité essentielles pour la vitalité, la viabilité et la vivabilité du territoire.

En effet, les opérateurs économiques relevant du secteur marchand (entreprises, professions libérales, exploitations agricoles, associations) constituent le cœur économique et social des communes cantaliennes, tant pour les habitants que pour les visiteurs. Ils créent de l'emploi et de la valeur ajoutée, fixent les populations, créent du lien social... un préalable pour le maintien et l'accueil de nouvelles populations et de nouvelles activités.

Au regard de ce contexte, le GAL Auvergne-Rhône-Alpes Cantal lance un appel à projets pour **soutenir les investissements des opérateurs économiques pour la création, la reprise et le développement des activités de proximité relevant du secteur marchand.**

Les objectifs consistent à :

- Accompagner le développement du tissu des entreprises commerciales, artisanales et de services de proximité ;
- Contribuer à la réhabilitation ou à la modernisation des locaux ou équipements professionnels ;
- Renforcer une offre qualitative de produits ou de services pour le consommateur ;
- Développer l'économie sociale et solidaire ;
- Préserver le savoir-faire des entreprises locales.

Dans ce cadre-là il s'agit de :

- Soutenir l'investissement des entreprises de commerce et de service, y compris les professions libérales de santé et les vétérinaires, moteurs de l'attractivité et de la vitalité des territoires :

- Travaux et aménagements intérieurs et extérieurs pour la création, la rénovation, l'agrandissement et la modernisation des locaux d'activité ;
- Acquisition d'équipements et de matériels pour la création, le développement et la modernisation de l'outil professionnel ;
- Étude, expertise, mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux ;
- Création d'outils et de services numériques favorisant le développement de l'activité économique ;
- Opération d'aménagement visant la partie professionnelle du véhicule.

- Soutenir l'investissement des entreprises artisanales, maillons essentiels d'une transition énergétique et écologique réussie et pourvoyeurs d'emplois :

- Travaux et aménagements intérieurs et extérieurs pour la création, la rénovation, l'agrandissement et la modernisation des locaux d'activité ;
- Acquisition d'équipements et de matériels pour la création, le développement et la modernisation de l'outil professionnel ;
- Étude, expertise, mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux ;
- Création d'outils et de services numériques favorisant le développement de l'activité économique ;
- Opération d'aménagement visant la partie professionnelle du véhicule.

- Soutenir l'investissement des opérateurs de l'économie sociale et solidaire, acteurs du développement durable et créateurs de liens sociaux :

- Travaux et aménagements intérieurs et extérieurs pour la création, la rénovation, l'agrandissement et la modernisation des locaux d'activité ;
- Acquisition d'équipements et de matériels pour la création, le développement et la modernisation de l'outil professionnel ;
- Étude, expertise, mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux ;
- Création d'outils et de services numériques favorisant le développement de l'activité économique ;
- Opération d'aménagement visant la partie professionnelle du véhicule.

Les projets de création, de reprise et de développement doivent apporter une plus-value à l'entreprise, aux habitants et au territoire. Il s'agit par exemple d'améliorer l'accès aux services ou aux activités, de diversifier l'offre de services ou d'activités, d'accroître le rendement, d'améliorer les conditions de travail, de faciliter la prise en compte du développement durable et des transitions (sobriété énergétique, usages numériques).

La prise en considération des enjeux de transition écologique et énergétique et de transition numérique fera l'objet d'une attention particulière.

❶ Sont inéligibles les projets suivants :

- Les projets de création d'emploi ou les projets d'agritourisme qui font l'objet d'autres appels à projets dans le cadre de la Fiche action n°1 (Appels à projets n°1.2 et n° 1.3) ;
- Les projets relatifs au soutien à la création et au développement des services aux entreprises en centre bourg définis dans la Fiche Action n°2 (Appel à projets n°2.1) ;
- Les projets relatifs au soutien à la création et au développement des services à la population définis dans la Fiche Action n°2 (Appel à projets n°2.2) ;
- Les projets relatifs au soutien à la création et au développement des services des opérateurs touristiques définis dans la Fiche Action n°2 (Appel à projets n°2.3) ;
- Les projets relatifs à la coopération du Groupe d'Action Locale définis dans la Fiche Action n°3 (Appel à projets n°3.1) ;
- Les projets relatifs à l'animation et au fonctionnement du GAL définis dans la Fiche Action n° 4 (Appel à projets n°4.1) ;
- Les projets éligibles aux autres dispositifs FEADER régionaux de droit commun ou aux dispositifs européens FEDER/FSE+ ;
- Un projet éligible à un autre dispositif européen (notamment FEADER/FEDER/FSE+) ne pourra pas être soutenu au titre du programme LEADER, sauf si le dispositif n'est définitivement plus opérationnel (fermé, insuffisance de crédits).

2 PORTEURS DE PROJETS ELIGIBLES

Peut présenter un projet à cet appel à projets : toute personne physique ou morale, et plus précisément :

- Les entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) disposant de l'agrément ESUS qui rentrent dans le secteur marchand ;
- Les associations relevant de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), reconnues d'intérêt public dont l'activité relève du secteur marchand ;
- Les micro-entreprises et petites entreprises commerciales ou de services inscrites au Registre du Commerce et des Sociétés ;
- Les micro-entreprises et petites entreprises artisanales inscrites au Répertoire des Métiers ;
- Les professions libérales inscrites à l'ordre professionnel du secteur de la santé et les vétérinaires (exerçant à titre individuel ou sous forme sociétaire : société avec personnalité morale d'exercice).

Tout porteur de projet doit être à jour de ses cotisations sociales et fiscales.

Les associations doivent présenter leur contrat d'engagement républicain.

❶ Sont inéligibles les porteurs de projets suivants :

- Les bénéficiaires définis comme inéligibles dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » ;
- Les indivisions ;

- Les entreprises ou les associations relevant du secteur de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) qui n'entrent pas dans le secteur marchand ;
- Les professions libérales autres que celles du secteur de la santé et les vétérinaires ;
- Les activités NAF situées en zone commerciale, zone artisanale ou zone d'activité identifiées comme non éligibles (liste en annexe) ;
- Les grandes entreprises. La définition est précisée dans les règles communes à toutes les aides FEADER consultables sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône-Alpes <https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides>, dans la rubrique « Déposer une demande » ;
- Tout porteur de projet réalisant plus de 2 000 000 € HT de Chiffre d'Affaires annuel (le montant du CA sera analysé à partir de la liasse fiscale au moment de la demande de subvention. Si l'entreprise dispose de plusieurs établissements, le CA analysé figurera au bilan consolidé) ;
- Les établissements de chaînes intégrées liés par des contrats tels que des contrats d'affiliation, des conventions ou mandat de gestion, et toute forme de franchise ou de participation au capital. Les propriétaires franchisés indépendants sont éligibles sous réserve que le bâtiment dans lequel est exploité le fonds de commerce respecte le caractère architectural local et/ou régional et privilégie les matériaux naturels régionaux ;
- Tout porteur de projet ayant une activité annuelle inférieure à huit mois ;
- Les activités non sédentaires/ambulantes ;
- Les SCI ;
- Les exploitations agricoles (personne physique ou personne morale) ;
- Les entreprises de travaux agricoles et forestiers ;
- Les entreprises agro-alimentaires.

3 CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Les conditions d'éligibilité sont les obligations qui doivent être remplies au moment de la sélection pour que le projet soit éligible au présent dispositif.

Ces conditions sont les suivantes :

- Les projets doivent respecter les règles communes à toutes les aides FEADER sont consultables sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône-Alpes : <https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides>, dans la rubrique « Déposer une demande » ;
- Les projets doivent se situer sur une des communes du territoire du GAL Auvergne-Rhône-Alpes CANTAL (toutes les communes du Cantal excepté Montgreleix) ;
- Les entreprises alimentaires, telles que supérettes et magasins alimentaires spécialisés, ne peuvent avoir une surface de vente supérieure à 400 m² lors du dépôt du dossier. Un plan des locaux et un justificatif de surface devront être fournis ;
- Seuls sont éligibles les travaux réalisés par des entreprises extérieures et justifiées par des devis/factures. Dans le cas d'une entreprise artisanale, seule la fourniture correspondant à son activité déclarée au Répertoire des Métiers est éligible, ne seront pas pris en compte les frais de main d'œuvre ;
- Si le siège social du porteur de projet se situe sur la commune d'Aurillac alors le projet pourra être éligible à condition qu'il bénéficie à la zone rurale (territoire du GAL hors commune de plus de 10 000 habitants). Un argumentaire devra être fourni au moment de la demande, il sera validé par le comité de programmation ;
- Les opérations concernant uniquement la mise aux normes ne sont pas éligibles.

La capacité juridique et financière sera examinée par rapport à l'objet social de l'entreprise et aux bilans et comptes de résultats des deux derniers exercices comptables.

Un projet d'investissement en cours doit être clôturé avant toute nouvelle demande de subvention d'investissement.

4 DEPENSES

4.1. Dépenses éligibles

① Les dépenses doivent être supportées par le bénéficiaire, être nécessaires à la réalisation de l'opération et comporter un lien démontré avec celle-ci.

Peuvent être financées les dépenses suivantes :

- Frais de communication et de promotion numériques en vue, notamment, de développer la commercialisation en ligne ;
- Frais d'honoraires, de conception et maîtrise d'œuvre ;
- Travaux de rénovation extérieurs visant à réhabiliter et à moderniser les bâtis (par exemple les façades, les vitrines, l'éclairage et les enseignes des locaux d'activité) ;
- Travaux d'aménagement intérieur concourant à la rénovation, l'agrandissement, la modernisation des locaux d'activité (y compris le laboratoire et autres locaux non publics où s'exerce l'activité professionnelle) ;
- Équipements dédiés à la sécurisation des locaux et à la réhabilitation des locaux d'activité ;
- Équipements et matériels dédiés à l'activité dont le mobilier ;
- Matériel de production y compris le matériel roulant autonome non immatriculé ;
- Véhicules professionnels pour les tournées alimentaires réalisées à partir d'un point fixe ;
- Aménagement professionnel des véhicules (caisson, benne, grue...) ;
- Le matériel d'occasion selon les conditions précisées dans le document « les règles communes à toutes les aides FEADER »

L'ensemble des coûts mentionnés ci-dessus est éligible sous réserve de la présentation, à la demande d'aide **d'un ou plusieurs devis**.

4.2. Dépenses inéligibles

Ne peuvent pas être financées les dépenses suivantes :

- Les dépenses inéligibles transversales au FEADER sont consultables dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône-Alpes <https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides>, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné.
- Les véhicules standards (utilitaires, remorques) sans aménagement spécifique ;
- Les dépenses non affectées exclusivement à la mise en œuvre de l'opération ;
- Le stock et le matériel mis en exposition (showroom) ;
- Les dépenses de déplacement de personnes non rémunérées par la structure ou les dépenses de déplacement hors France métropolitaine ;
- Le matériel roulant autonome immatriculé ;
- Études rendues obligatoires par la loi ;
- Mise aux normes ;
- Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) ;
- Dépenses immatérielles comme les fonds de commerce, les licences, les brevets ;
- Consommables et fournitures ;
- Éléments de décoration et de literie, matériels de cuisine ;
- Retenues de garanties ;
- Achat de foncier bâti ou non bâti ;

- Opérations d'adduction d'eau potable ;
- Opérations d'assainissement, de parking et de voirie.

4.3. Plancher et plafond des dépenses

Pour être éligibles, les projets doivent présenter des dépenses pour un **montant devant dépasser 10 000 € HT** de dépenses éligibles retenues après instruction.

Le montant des dépenses éligibles retenues lors de l'instruction sera **plafonné à 150 000 € HT**.

ⓘ Seules les dépenses initiées après le dépôt de votre dossier sont éligibles à la subvention. Cette date est rappelée dans votre récapitulatif de demande après saisie de votre dossier en ligne. **Vous devez donc veiller à déposer votre dossier avant le début de réalisation de votre projet.**

ⓘ Les dépenses initiées avant le dépôt de votre dossier peuvent rendre la totalité de votre projet inéligible ; c'est notamment le cas pour les projets ne visant pas une finalité agricole et devant relever d'un régime d'aide d'Etat. Renseignez-vous auprès du service instructeur.

NB : Par dépenses initiées pour la conduite du projet, il faut comprendre tout devis signé, tout bon pour accord, toute commande passée au bénéfice de la mise en œuvre du projet. Seules les études préalables initiées en amont du dépôt du projet peuvent rester éligibles à la subvention.

ⓘ L'attribution d'une subvention n'est pas automatique. Votre demande d'aide peut être rejetée. Aussi, tout commencement des dépenses après le dépôt de votre dossier, mais avant l'éventuelle notification de l'aide attribuée, relève de votre seule responsabilité.

5 LES ENGAGEMENTS A RESPECTER DANS LE CADRE DE CET APPEL A PROJETS

ⓘ Pour bénéficier d'une subvention du FEADER, vous devez impérativement respecter des engagements.

Ceux-ci sont précisés dans le document « Engagements du demandeur » consultable et téléchargeable sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône-Alpes <https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides>, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné. Veuillez les lire attentivement et les accepter lors de la transmission de votre demande d'aide en ligne.

6 MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'AIDE POUR LE PROJET

6.1. Financeurs possibles

Cet appel à projets est financé notamment par des financeurs publics divers (État, Région, EPCI, Commune...) et le FEADER.

6.2. Modalité de calcul de l'aide

Le taux d'aide appliqué aux projets sélectionnés est de 40% de l'assiette des dépenses éligibles HT retenues par le service instructeur.

Lorsque le projet relève d'un règlement d'aide d'État, le taux mentionné ci-dessus est plafonné par les règles des régimes d'aides d'État en vigueur mais ne peut en aucun cas excéder celui du présent dispositif.

7 BASE REGLEMENTAIRE

- Règlement (UE) n°2115/2021 du 2 décembre 2021 abrogeant les règlements (UE) n°1305/2013 et (UE) n°1307/2013 relatifs au soutien au développement rural par le FEADER ;
- Règlement (UE) n°2116/2021 du 2 décembre 2021 abrogeant le règlement (UE) n°1306/2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune ;
- Plan Stratégique National de la PAC 2023-2027 de la France (PSN) approuvé le 31 août 2022 ;
- Intervention du PSN 77.05 - LEADER ;
- Délibération du Conseil régional n° 2021-07 du 2 juillet 2021 autorisant le Président du Conseil régional à procéder, après avis du comité régional de programmation, à l'attribution et à la mise en œuvre des subventions liées à la gestion des fonds européens dont la Région est l'autorité de gestion ;
- Délibération du Conseil régional n° 2022-10 / 05-8-7058 des 20 et 21 octobre 2022 autorisant le Président à présenter la candidature de la Région Auvergne-Rhône-Alpes en qualité d'Autorité de Gestion Régionale du Feader pour la période de programmation débutant en 2023 et à prendre de façon anticipée tous les actes juridiques préparatoires nécessaires à l'entrée en vigueur du Plan Stratégique National débutant en 2023 ;
- Délibération de la Commission Permanente du 16 décembre 2022 actant la Région comme Autorité de gestion du FEADER ;
- Arrêté régional n°2023/04/00185 du 03/05/2023 portant sélection des stratégies locales de développement au titre du dispositif 501 « Porter un projet LEADER » du programme régional FEADER 2023-2027 Auvergne-Rhône-Alpes ;
- Convention entre la Région Auvergne Rhône-Alpes, Autorité de Gestion Régionale (AGR) du Feader 2023-2027 et le Groupe d'Action Locale (GAL) « GAL Auvergne Rhône-Alpes Cantal » du 12/12/2023 relative à la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux dans le cadre du Plan Stratégique National 2023-2027
- Régime d'aides d'Etat le cas échéant ;
- Vote du comité de programmation en date du 28/09/2023, validant l'AAP.

Pour toute question et **avant tout dépôt d'une demande d'aide** merci de bien vouloir contacter le GAL Auvergne-Rhône-Alpes Cantal :

Syndicat Mixte Cantal Attractivité

28 avenue Gambetta

15000 AURILLAC

leader@cantal.fr

Tél : 04 71 46 20 20

ANNEXE 1 : GRILLE DE SELECTION - APPEL A PROJETS n°1.1

Grille de sélection - FEADER Auvergne-Rhône-Alpes 23-27
Validée par le comité de programmation le 28/09/2023



À la hauteur de vos projets

Institué du dispositif : Dispositif 501 « Porter un projet LEADER »

Version n°1

Soutien à l'investissement des opérateurs économiques dans les activités de proximité du secteur marchand

(Hors Comité de suivi)

Critère de sélection	Notation du critère*		Pondération	Note maxi	Justificatif demandé pour l'attribution des points
Critères Viables : Le projet apporte-t-il une plus-value à l'entreprise ? (Permet l'accroissement du rendement, la diversification ou le renforcement de l'activité, l'innovation technologique, l'amélioration des conditions de travail)	L'investissement n'apporte pas de plus value à l'entreprise	0	10	20	Note descriptive du projet argumentée, prévisionnel sur 3 ans
	L'investissement apporte une plus value limitée (1 aspect)	1			
	L'investissement apporte une forte plus value à l'entreprise (au moins deux aspects)	2			
Critères Vivables : Le projet apporte-t-il une plus value aux habitants ? (Répond aux attentes des habitants, permet de rendre l'offre attractive, apporte une offre supplémentaire, améliore le quotidien, la qualité de vie et le lien social, participe à la cohésion économique et sociale)	Pas de plus value pour les habitants	0	10	20	Note descriptive du projet argumentée
	Plus value limitée pour les habitants (1 aspect)	1			
	Forte plus value pour les habitants (au moins deux aspects)	2			
Critères Vivants : Le projet apporte-t-il une plus value au territoire ? (Permet de maintenir une activité sur le territoire, participe à la vitalité du territoire, permet et maintient ou la création d'emploi, contribue à l'embellissement du cadre de vie)	Pas de plus value sur le territoire	0	10	20	Note descriptive du projet argumentée et simulation bulletin de salaire si création d'emploi
	Plus value limitée à l'échelle de la commune	1			
	Plus value apportée à l'échelle de l'EPCI	2			
Transition numérique : L'entreprise prend-elle en compte les usages numériques ? (Réseaux sociaux, site internet, automatisation, communication en ligne, commercialisation en ligne)	Usages numériques non pris en compte	0	10	20	Note descriptive du projet argumentée avec éléments justificatifs : descriptif d'équipement, copie écran de site internet...
	Usages numériques partiellement pris en compte	1			
	Usages numériques pris en compte	2			
Transition écologique et énergétique : L'entreprise est-elle soucieuse de la préservation des ressources ? (Faible bilan Carbone, intégration d'actions environnementales, éco gestes)	Absence de préservation de ressources	0	10	20	Note descriptive du projet argumentée avec éléments justificatifs : descriptif de matériaux, d'équipements, de changement de pratiques, de réduction de consommation de ressources...)
	Préservation partielle des ressources	1			
	Préservation des ressources	2			

Note minimale possible :

0

Note maximale possible :

100

NOTE ELIMINATOIRE** :

49

* Les informations relatives à la notation du critère sont susceptibles d'ajustements sans soumission au Comité. À l'inverse la fourchette de notation ne fera pas l'objet de modifications.

** Les projets dont la note est inférieure ou égale à la note éliminatoire sont non sélectionnés.

ANNEXE 2 - LISTE DES ACTIVITES NAF ELIGIBLES ET NON ELIGIBLES EN ZONE D'ACTIVITE

SECTION	ELIGIBILITE
Section A : Agriculture, sylviculture et pêche 4	NON ELIGIBLE
01 Culture et production animale, chasse et services annexes	Non éligible
02 Sylviculture et exploitation forestière	Non éligible
03 Pêche et aquaculture	Non éligible
Section B : Industries extractives 46	NON ELIGIBLE
05 Extraction de houille et de lignite	Non éligible
06 Extraction d'hydrocarbures	Non éligible
07 Extraction de minerais métalliques	Non éligible
08 Autres industries extractives	Non éligible
09 Services de soutien aux industries extractives	Non éligible
Section C : Industrie manufacturière 66	NON ELIGIBLE/ELIGIBLE
10 Industries alimentaires	Non éligible
11 Fabrication de boissons	Éligible
12 Fabrication de produits à base de tabac	Éligible
13 Fabrication de textiles	Éligible
14 Industrie de l'habillement	Éligible
15 Industrie du cuir et de la chaussure	Éligible
16 Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	Éligible
17 Industrie du papier et du carton	Éligible
18 Imprimerie et reproduction d'enregistrements	Éligible
19 Cokéfaction et raffinage	Éligible
20 Industrie chimique	Éligible
21 Industrie pharmaceutique	Éligible
22 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Éligible
23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	Éligible
24 Métallurgie	Éligible
25 Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	Éligible
26 Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	Éligible
27 Fabrication d'équipements électriques	Éligible
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	Éligible
29 Industrie automobile	Éligible
30 Fabrication d'autres matériels de transport	Éligible
31 Fabrication de meubles	Éligible

32 Autres industries manufacturières	Eligible
33 Réparation et installation de machines et d'équipements	Eligible
Section D : Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné 460	ELIGIBLE
35 Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	Eligible
Section E : Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution 466	ELIGIBLE
36 Captage, traitement et distribution d'eau	Eligible
37 Collecte et traitement des eaux usées	Eligible
38 Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	Eligible
39 Dépollution et autres services de gestion des déchets	Eligible
Section F : Construction 484	ELIGIBLE
41 Construction de bâtiments	Eligible
42 Génie civil	Eligible
43 Travaux de construction spécialisés	Eligible
Section G : Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles 518	NON ELIGIBLE/ELIGIBLE
45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	Eligible
46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	Non éligible
47 Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	Non éligible
Section H : Transports et entreposage 584	ELIGIBLE
49 Transports terrestres et transport par conduites	Eligible
50 Transports par eau	Eligible
51 Transports aériens	Eligible
52 Entreposage et services auxiliaires des transports	Eligible
53 Activités de poste et de courrier	Eligible
Section I : Hébergement et restauration 616	NON ELIGIBLE
55 Hébergement	Non éligible
56 Restauration	Non éligible
Section J : Information et communication 626	ELIGIBLE
58 Édition	Eligible
59 Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale	Eligible
60 Programmation et diffusion	Eligible
61 Télécommunications	Eligible
62 Programmation, conseil et autres activités informatiques	Eligible
63 Services d'information	Eligible

Section K : Activités financières et d'assurance 668	NON ELIGIBLE
64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	Non éligible
65 Assurance	Non éligible
66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	Non éligible
Section L : Activités immobilières 692	NON ELIGIBLE
68 Activités immobilières	Non éligible
Section M : Activités spécialisées, scientifiques et techniques 698	ELIGIBLE
69 Activités juridiques et comptables	Eligible
70 Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	Eligible
71 Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	Eligible
72 Recherche-développement scientifique	Eligible
73 Publicité et études de marché	Eligible
74 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	Eligible
75 Activités vétérinaires	Eligible
Section N : Activités de services administratifs et de soutien 742	NON ELIGIBLE/ELIGIBLE
77 Activités de location et location-bail	Non éligible
78 Activités liées à l'emploi	Non éligible
79 Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	Non éligible
80 Enquêtes et sécurité	Eligible
81 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	Eligible
82 Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	Eligible
Section O : Administration publique 782	NON ELIGIBLE
84 Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	Non éligible
Section P : Enseignement 796	NON ELIGIBLE
85 Enseignement	Non éligible
Section Q : Santé humaine et action sociale 808	NON ELIGIBLE
86 Activités pour la santé humaine	Non éligible
87 Hébergement médico-social et social	Non éligible
88 Action sociale sans hébergement	Non éligible
Section R : Arts, spectacles et activités récréatives 832	NON ELIGIBLE
90 Activités créatives, artistiques et de spectacle	Non éligible
91 Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	Non éligible
92 Organisation de jeux de hasard et d'argent	Non éligible
93 Activités sportives, récréatives et de loisirs	Non éligible
Section S : Autres activités de services 848	NON ELIGIBLE

94 Activités des organisations associatives	Non éligible
95 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	Non éligible
96 Autres services personnels	Non éligible
Section T : Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre 866	NON ELIGIBLE
97 Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	Non éligible
98 Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	Non éligible
Section U : Activités extra-territoriales 872	NON ELIGIBLE
99 Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	Non éligible